|  |
| --- |
| Clotilde PELLETIERCentre de recherche et d’analyse en sciences humaines(1991)“Les policiersface à la diversité culturelle :la théorie, l’épreuveet le quotidien.”Colloque de l’ACSALF 1989**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES**CHICOUTIMI, QUÉBEC<http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation
de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, bénévole, Chomedey, Ville Laval, Qc. courriel: rtoussaint@aei.ca.

[Page web](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_toussaint_rejeanne.html) dans Les Classiques des sciences sociales :

<http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_toussaint_rejeanne.html>

à partir du texte de :

Clotilde PELLETIER

***“Les policiers face à la diversité culturelle : la théorie, l’épreuve et le quotidien.”***

Un texte publié dans l’ouvrage sous la direction de Jocelyne Lamoureux, ***Droits, liberté, démocratie*.** Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1989, pp. 271-280. Montréal : ACFAS, 1991. Les cahiers scientifiques, no 75, 308 pp.

La présidente de l’ACSALF, Mme Marguerite Soulière, nous a accordé le 20 août 2018 l’autorisation de diffuser en accès libre à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.

 Courriels :

 La présidente de l’ACSALF, Marguerite Soulière : professeure, École de Service sociale, Université d’Ottawa : marguerite.souliere@uOttawa.ca

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 16 janvier 2021 à Chicoutimi, Québec.



Clotilde PELLETIER

Centre de recherche et d’analyse en sciences humaines

“Les policiers face à la diversité culturelle :
la théorie, l’épreuve et le quotidien.”



Un texte publié dans l’ouvrage sous la direction de Jocelyne Lamoureux, ***Droits, liberté, démocratie*.** Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1989, pp. 271-280. Montréal : ACFAS, 1991. Les cahiers scientifiques, no 75, 308 pp.



La présidente de l’ACSALF, Mme Marguerite Soulière, nous a accordé le 20 août 2018 l’autorisation de diffuser en accès libre à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.

 Courriel :

La présidente de l’ACSALF, Marguerite Soulière : professeure, École de Service sociale, Université d’Ottawa : marguerite.souliere@uOttawa.ca

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[271]

**DEUXIÈME partie**

Pratiques et débats

20

“Les policiers
face à la diversité culturelle :
la théorie, l’épreuve et le quotidien.”

Par Clotilde PELLETIER

Centre de recherche et d’analyse en sciences humaines

Une équipe du Centre de recherche et d'analyse en sciences humaines (ssDcc inc.) a diffusé au cours de 1987-1988, 232 sessions de sensibilisation aux réalités interculturelles à quelque 5,000 employés du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal tant policiers-patrouilleurs que cadres, officiers, policiers d'unité de soutien et d'escouades spécialisées et employés civils.

A l'issue de cette expérience de deux ans de fréquentation du milieu policier, plusieurs considérations retiennent mon attention et appellent une réflexion plus approfondie. Certaines relèvent plus directement des stratégies pédagogiques en matière d'éducation interculturelle, d'autres, des enjeux de l’intégration des communautés dans le contexte québécois actuel. Toutefois, deux de ces considérations s'imposent comme fondamentales et englobantes. Une première est relative à l'introduction de la problématique du respect des droits de la personne dans le quotidien des policiers. La deuxième traite du paradoxe entre l'application de la loi et le maintien de l'ordre et de la paix sociale. J'illustrerai ces deux idées d'abord par quelques exemples et quelques réflexions générales puis en rapportant quelques extraits du discours des policiers c'est-à-dire de leurs questionnements comme de leurs frustrations face à la problématique des droits. Si ce discours peut être lu et analysé dans la perspective de la relation ambiguë qui préexiste entre la police et la société, nous constaterons qu'il dévoile en fait les paradoxes de la société quant à la référence aux droits fondamentaux dans le contexte actuel de l'éclatement et de la prolifération des univers culturels et sociaux. En ce sens, les policiers s'expriment à la fois comme citoyens et comme professionnels qui vivent les ambiguïtés et les contradictions de la société globale.

Ceux et celles qui ont vu le film *Mississipi Burning* (duquel on peut évidemment faire la critique de ne pas avoir suffisamment traité de la lutte des communautés noires aux États-Unis) ont certainement noté que les deux acteurs principaux incarnaient deux types de policiers bien différents. Le premier incarne le respect total des droits des citoyens, victimes ou présumés coupables, et agit donc scrupuleusement en fonction des procédures d'enquête et d'arrestation qu'exige ce respect. Quoique profondément justicier dans toute sa noblesse et sa détermination, il est, à la limite, présenté comme un bureaucrate un peu froid dont l'enquête progresse peu ou plutôt [272] lentement. Le deuxième fait figure d'humaniste sympathique qui, dans ses manières d'être policier, agit selon les règles de la rue, les règles du milieu, celles de la force et du pouvoir. Fondamentalement honnête et juste pour ne pas dire incorruptible, il n'hésite pas sur les moyens à prendre pour rendre justice : son enquête débusque les coupables mais il doit s'en remettre aux procédures du premier policier pour amener efficacement ces coupables en justice. Il exprime le fait que si la société parle de droits et inscrit ces droits dans les procédures judiciaires, elle fonctionne concrètement au pouvoir. Ainsi, ce film illustre bien les contradictions qui surgissent, quant à la problématique des droits dans le travail des policiers.

Un procureur de la défense de la ville de Oakland, interviewé dans une émission de télévision américaine, discutait de ce même phénomène : il soutenait que l'application de la loi et celle de l'ordre entrent en contradiction et que cette contradiction proviendrait de la reconnaissance absolue de l'intégrité de l'individu et du caractère sacré de ses droits dans notre système de justice. Ainsi, trop souvent, les autorités, pour restaurer l'ordre, ont à enfreindre la loi, et à l'inverse, pour demeurer dans les limites qu'impose le respect de la loi, doivent vivre et tolérer un certain degré de désordre. On le sait, tout système de justice a ses particularités, pour ne pas dire ses obsessions, et les droits de la personne sont parmi celles du système occidental. Vraisemblablement, les préoccupations, et les contradictions, seraient différentes si le système de justice était fondé sur d'autres concepts intégrateurs, comme par exemple la famille, le clan, ou encore les droits collectifs comme semblent vouloir le suggérer les systèmes et comités de justice que tentent de mettre en place les Mohawks ou encore les Inuit du Nouveau-Québec.

Il y a donc ici un principe, le respect des droits de la personne, et un paradoxe, l’opposition entre la loi et l'ordre. Il s'agit d'un débat de fond dans notre société. Mais nul ne peut saisir mieux que le policier ce paradoxe des droits car c'est au quotidien qu’il le voit. L'intensité du discours des policiers, et l'enracinement profond de ceux-ci dans leur métier s'inscrivent certes comme un témoignage du fait que rien n'est simple au royaume de la quotidienneté. Nous croyons que l'on a tout intérêt à considérer, entre autres, le point de vue des policiers pour poursuivre nos examens critiques des problématiques des droits comme forme d'existence des relations sociales.

La police est le fait d'hommes et de femmes qui, œuvrant à la marge de la société, ont cette expérience quotidienne de terrain et cette connaissance spécifique à la fois des systèmes de justice, carcéral et social, et des univers de la rue : chacun de ces milieux évolue selon sa logique propre et impose ses modes de fonctionnement et ses exigences ; ceux-ci sont parfois contradictoires.

Sans pour autant nier la nécessité de changements dans la mission, l’organisation et la gestion des services de police ainsi que dans la nature et les [273] formes de contrôle de la société civile sur les services de police, nous pouvons cependant considérer :

a) que la police est actuellement hautement interpellée par la société et qu'on lui confie constamment de nouveaux mandats implicites ou explicites. Pensons par exemple à l'impact de la désinstitutionnalisation des déficients mentaux sur le travail du patrouilleur qui veille sur les gens de la rue. Nous pouvons dire que la tâche du policier se modifie en fonction de révolution de la société ;

b) que la société exige des policiers qu'ils s'ajustent dans leur pratique aux exigences d'une société changeante, que ces ajustements ne sont pas sans continuellement remettre en question leur identité professionnelle et leur conception de leur rôle social, auquel somme toute ils croient puisqu'ils ont choisi ce métier ;

c) que le travail policier se situe dans cette zone grise, malaisée à appréhender du comportement et des relations humaines vécues dans un éventail impressionnant de situations, des plus difficiles aux plus anodines, qu'il est donc ardu d'évaluer autant ce que leur métier exige d'eux que leurs points de vue sur leur métier, à moins de consacrer le temps nécessaire à l'étude de ces questions.

Nous avons le choix : ou bien l'on estime que tous les policiers sont brutaux et indignes de confiance, ou bien l'on considère avec réalisme la mission que la société leur confie de toute façon, ainsi que les difficultés inhérentes à celle-ci. Surtout, l'on considère avec sang-froid l'ambiguïté de la relation que la société entretient avec sa police et nos responsabilités à cet égard. Pour reprendre les mots de Pierre Bourgault dans une présentation qu'il faisait lors du dernier congrès des délégués syndicaux de police : dans une société normale, la police, c'est-à-dire l'institution policière, doit inspirer une certaine crainte de l'autorité à ses citoyens mais ceux-ci ne doivent point craindre ses représentants. Dans une société anormale, les citoyens craignent les policiers mais la police ne leur inspire ni respect, ni crainte, tel que cela semble être le cas présentement. Dans la perspective d'une situation normale, plutôt que d'accuser les policiers de tous les maux, la question serait alors : qui contrôle la police ? Pour reprendre les mots d'Yvan Simonis, je répondrai que la société civile a, à l'égard de la police, des responsabilités et doit donc considérer que si la police représente bien des risques, elle n'a pas que des désavantages, elle rend aussi des services (Simonis, 1987).

C'est donc avec ces réflexions en tête que l'équipe chargée des sessions de sensibilisation a écouté et discuté avec les policiers des relations interculturelles. Et puisqu'il s'agissait de sessions traitant de préjugés et d'intolérance, force a été de constater que l'accusation mutuelle et la [274] polarisation des débats avaient un effet réducteur quant à la complexité des enjeux et que ce simplisme était source d’intolérance.

Rappelons, en effet, que les sessions étaient obligatoires et à ce titre n'ont pas été, à prime abord, sans soulever la méfiance des policiers. Une fois la session bien entamée, la plupart des participants (il existera toujours un pourcentage d'irréductibles et de délinquants si ce n'est d'indifférents) reconnaissaient volontiers la nécessité de tels cours et soulignaient dans les formulaires d’évaluation leur appréciation quant à l'initiative du Service.

Toutefois, au moment où le programme a démarré, les policiers se sentaient déjà accusés. Ils n'étaient pas dupes, comme policiers, comme syndiqués, et comme citoyens, des enjeux globaux des revendications des communautés culturelles, du moins des stratégies de minorités dont les groupes de pression bénéficiaient de plus en plus de l’oreille attentive des élus. Il existait déjà au Service une certaine "psychose" de la plainte de discrimination et de racisme (vue et parfois utilisée comme stratégie de mise en accusation), crainte qui n'était pas sans provoquer une certaine réduction des interventions policières auprès des minorités (ou peut-être à l'inverse, qui chez certains a provoqué un désir accru de harceler les minorités). Cependant, ce sentiment d'accusation se désamorçait assez facilement et les policiers participaient pleinement aux sessions. Leurs préoccupations étaient somme toute, et pour les avoir comparées à celle de professeurs ayant suivi de telles sessions, typiques de citoyens québécois de vieille souche, d'une majorité qui se sent minorisée, d'un peuple "fondateur" face aux nouveaux arrivants, d'occidentaux face aux ethnies issues du tiers-monde, d’individualistes face aux valeurs des familles étendues, de catholiques face aux autres façons de voir et de vivre le monde, etc., avec toutes les variantes quant au degré d'ouverture, d'acceptation, de réticence, d'inquiétude face à de telles dynamiques. Le dialogue qui s'établissait au cours des sessions cherchait à prendre de front la complexité de ces situations en constante évolution.

Après quelques huit à neuf mois de diffusion régulière des sessions, le décès d’Anthony Griffin, et par la suite, le procès et le congédiement de l'agent Allan Gosset et la tenue des audiences publiques du Comité d'enquête sur les relations entre les corps policiers et les minorités visibles et ethniques ont suscité tant une réaction d'auto-défense chez les policiers qu'une réflexion profonde sur leur métier, sur leurs conditions de travail, sur la reconnaissance de leur rôle social, sur leurs attitudes et leur professionnalisme. Que ce soit par les commentaires des policiers sur la criminalité et sur les problèmes sociaux de membres de la communauté noire, ou encore par la publication dans les journaux de statistiques (partielles) sur la criminalité noire ou de toute autre lettre de protestations, les policiers signifiaient aux représentants de la société civile que, si les doléances des minorités face à la police étaient examinées, il fallait également examiner la réalité du vécu de ces communautés à la lumière de l'expérience policière et ne pas nier l'existence des problèmes générés par les [275] membres de ces communautés visibles. Accusé de racisme, on se défendait, sans doute maladroitement, mais la réaction était normale et saine : on s’inquiétait de l'équité du processus d'examen.

Ainsi au cours des mois de décembre 87 à juin 88, les policiers ont été fortement préoccupés par la tournure des événements, non pas uniquement du point de vue de leur image et de leur réputation publiques, mais plus intimement quant à leur estime d'eux-mêmes, quant à leur identité professionnelle. Leurs réactions et leurs questionnements touchaient un éventail assez varié de situations. Retenons quelques exemples significatifs.

Les policiers s'inquiétaient de l'équité de ce qui a été perçu comme des consignes spécifiques de travail pendant cette période Griffin-Gosset. En effet, le mot d'ordre général de "voir à sa conduite avec les membres des communautés visibles" a été à plus d'un égard l'objet d'interprétations diverses aux multiples échelons de la hiérarchie policière. Ainsi plusieurs policiers estimaient ne plus avoir le mandat d'intervenir auprès de membres de la communauté noire, tout aussi criminalisés soient-ils, ou ne souhaitaient tout simplement plus intervenir de peur de se retrouver avec toutes les commissions et tous les groupes de pressions sur le dos. Des opérations policières auraient été annulées parce que concernant des Noirs, des rapports spéciaux devaient être remplis lorsque des interventions prenaient place, bref, on estimait l'ensemble de la situation injuste pour la société majoritaire, inquiétante pour la sécurité publique et manifestement signifiante d'un manque de confiance de l'institution à leur égard.

Réelles ou non, justifiées et justifiables ou non du point de vue politique, administratif ou légal, ces consignes attaquaient les policiers au coeur même de leur métier, de leur mandat social. Faut-il être moins "police" avec les Noirs qu'avec les Blancs ? Comment peut-on encore être "police" et jouer équitablement son rôle ? Qu'est devenu ce rôle ? Un jour un policier, gaspésien de surcroît avec son accent et ses mimiques, s'est levé dans la classe pour mimer un policier arrêtant un Noir, d'une main tenant son prévenu par le collet, de l'autre décrochant le récepteur d'un téléphone public pour lancer un appel à l'aide à la Commission des droits de la personne : "Allô, oui, j'ai arrêté un Noir, quels sont mes droits de policier ?" Ce questionnement a ainsi occupé une place importante au cours des sessions, et à certains moments, la tension était suffisamment forte pour que le débat sur ces questions ait priorité sur toute autre discussion ou encore pour préférer ne pas aborder la question même si elle était présente en arrière-scène. Ce policier soulevait concrètement la question de l'équilibre des droits des uns et des autres, des leurs, que la société balaie trop facilement du revers de la main comme des droits collectifs face aux droits revendiqués sur la base de l'ethnicité.

Face à cette situation complexe et déroutante, certains policiers nous parlaient avec nostalgie de la bonne vieille police. Entendons-nous. Ils ne [276] parlaient pas de cette police montréalaise du début du siècle dont l'administration corrompue utilisait les hommes dans des rackets de protection et dont Denise Helly mentionne les descentes chez les restaurateurs chinois persécutés (Helly, 1987 :145). Ils parlaient plutôt du temps où le policier avait un certain pouvoir discrétionnaire et où, porteur des valeurs d'une société relativement homogène et stable, il pouvait de bonne foi et selon les règles de la rue, poser les gestes nécessaires au maintien de l'ordre et de la paix sociale : la judiciarisation des cas n'était pas toujours la solution la plus efficace.

.

Ils exprimaient alors leurs frustrations par rapport au système de justice qui relâche des criminels notoires parce qu'il y a eu non-respect des droits de cette personne dans les procédures d'arrestation. La cause n'est pas entendue, l'individu est relâché, et le policier, qui soupèse certaines conséquences d'une telle libération sur la paix sociale, doit recommencer son travail, attendre une autre occasion de coincer cet individu. C'est le policier qui endosse le blâme : il a abusé de ses pouvoirs. Aujourd'hui, les policiers-patrouilleurs sont inscrits à un nouveau cours intitulé "Arrestation et respect de la personne". Les policiers doivent certainement considérer que la société n'est plus ce qu'elle était, qu'elle est profondément multiple quant à ses valeurs (ou profondément vidée de toutes valeurs), que cet état de fait interroge leur système de valeurs et leur cadre de référence moral dans l'exercice de leurs fonctions et de leur pouvoir discrétionnaire et enfin, que la société leur demande plutôt de se fier à un code d'éthique dicté par le principe des droits. Mais on ne peut s'empêcher de considérer également qu'ils soulignent ici les contradictions profondes entre l’application de la loi et le maintien de l'ordre, et qu'ils constatent avec nous et dans la "concrétude" de leur métier, l'ambiguïté de nos stratégies et valeurs sociales.

Les policiers s'irritaient également du fait que sur les ondes de la radio de police, il leur est désormais interdit d'utiliser le mot ''Noir'’. Ainsi, pour décrire un individu, suspect ou non, auprès duquel ils doivent intervenir pour l’assister comme pour l'arrêter, la terminologie "autre que Blanc" est de mise. Est-ce que le fait d'interdire l'utilisation du mot changera quelque chose à l'attitude des policiers face à la communauté noire, ou, au contraire, rendant plus problématique la description d'un individu, ne suscitera-t-il pas une irritation accrue face aux Noirs comme face au Service ? Soi-disant à la faveur des communautés visibles, on cherche à rendre invisible un problème de fond, celui de notre attitude face aux Noirs, en s'interdisant de mentionner ceux que cela concerne. Ici, les policiers réagissent, avec raison, à l'ambiguïté de consignes qui reflètent en fait l'ambivalence de la société face à un problème de racisme mal reconnu dans ses manifestations quotidiennes.

Il en était de même pour la criminalité dite ethnique : à force de trop vouloir cerner la question, on finit par se poser les mauvaises questions. C’est à se demander si le contexte de confrontation entre la police et les minorités, confrontation à laquelle contribue d'ailleurs la société, n'encourage pas la police [277] à stéréotyper chaque groupe ethnique par rapport à une criminalité spécifique. Dans une dynamique d’auto-défense ou encore dans la foulée de "nouvelles" préoccupations quant aux minorités, on pourrait avoir tendance à se demander en raison de quelles caractéristiques ethniques tel ou tel groupe est prédisposé à telle ou telle criminalité.

La tentation des participants était grande de s'aventurer dans l'analyse de la criminalité ethnique, avec le risque que cela représentait de stéréotyper des groupes, d'ethniciser à outrance une criminalité d'abord urbaine. Un policier nous faisait par contre remarquer que le Service et les policiers s'étaient jusqu'à ce jour préoccupés davantage de la criminalité même et des suspects identifiés, tout en considérant qu'une criminalité pouvait être le fait d'un groupe social précis, plutôt que de tenter de l'attribuer à une communauté précise. On ne se demandait pas si un fait était ethnique ou non et cela malgré le fait que depuis les années '40, la police ait eu affaire tour à tour à la mafia italienne, à la gang de l'Ouest (Irlandais), aux Dubois (Québécois de souche), aux *pimps* noirs anglophones de la rue Saint-Laurent, au trafic chinois d'opium et au *gambling* des groupes de ma-jong, au *gambling* des Juifs, aux tripots italiens, et ainsi de suite. Les policiers ont appris à vivre avec ces nouvelles criminalités au fur et à mesure de leurs apparitions, et ont développé les compétences professionnelles pour les circonscrire.

Ici on peut considérer que les policiers réagissent à une nouvelle mode sociale de redéfinition des phénomènes sociaux et à leur classement dans les nouvelles catégories d'ethnies, de communautés culturelles, de minorités visibles et raciales, opération qui comporte ses risques dont celui d'occulter d'autres dimensions sociales d'un même phénomène, tout en ouvrant la porte aux jugements de valeurs, aux stéréotypes et aux préjugés.

D'autres préoccupations relevaient davantage du niveau de tolérance culturelle de notre société. Ainsi les policiers se demandaient :

- Comment ils devaient réagir devant un membre d'une communauté culturelle qui lui affirme que c'est son droit culturel inaliénable de voir ou d'adresser la parole à sa femme alors qu'un voisin a rapporté un cas de violence conjugale ?

- Comment gérer la sécurité publique dans une société qui d'une part interdit le port d'armes et d'autre part autorise le port du long couteau religieux des Sikhs ? Ils s’inquiétaient des moeurs agressives et violentes des immigrants issus de contextes de guerre civile et qui se manifestent dans les rues de Montréal.

- Ils s'impatientaient du fait que la responsabilité semblait leur échoir d'expliquer à leurs concitoyens qui portaient plainte qu'il faut tolérer le tapage nocturne de leurs voisins de palier, tout comme on tolère celui de la [278] nuit du 24 juin, parce que, originaires d'un autre pays, ils fêtent ce soir-là leur fête nationale.

Quotidiennement, dans la rue, ces questions sont présentes et nécessitent des réponses. Constatant avec nous la nécessité d'un débat social de fond sur les droits culturels, les droits collectifs et les droits individuels, les policiers pressent la société civile de trouver avec eux des réponses à leurs questions. Dans le cadre des sessions de sensibilisation, nous avons tenté avec eux de décortiquer les phénomènes sociaux, de les replacer dans leur contexte, d'en dégager des perspectives nouvelles afin d'éviter les pièges du préjugé. Il faut reconnaître que les policiers ont des choses valables à nous dire quant aux difficultés inhérentes à leur profession et à l'actualisation du principe des droits. Ainsi soumis à l'épreuve du quotidien, la théorie et les principes du respect des droits et de la tolérance se chargent de nouvelles dimensions qui, au-delà du monde policier, interrogent donc la société dans son ensemble.

Par ailleurs, les policiers ont à développer un nouveau professionnalisme, à acquérir de nouvelles compétences culturelles (ici, entendues au sens large et non pas de façon spécifique aux communautés dites culturelles). Le développement de ces nouvelles compétences culturelles ou savoir-faire [[1]](#footnote-1) qu'exigent les changements de société suppose cependant des pré-requis : d'abord la reconnaissance du métier, de l'expérience et des compétences actuelles des policiers et ensuite la définition d'un code d'éthique fondé essentiellement sur cette notion de compétence plutôt que sur la notion de contrôle.

Dans cette entreprise, les policiers auront davantage besoin d'aide et de rapprochement que de coups de pied au derrière. Cette proximité ne vise pas à les absoudre ou à les cautionner, mais elle permet de découvrir avec eux les paradoxes de nos stratégies sociales.

À défaut de ce rapprochement entre les policiers et la société civile, à défaut de réponses claires inventées par la société à la lumière de l'expérience quotidienne de ceux qui vivent le paradoxe des droits, les policiers, aux prises avec les contradictions et du milieu policier et de la société dans son ensemble, ainsi éprouvés quotidiennement, inventeront au jour le jour des réponses au meilleur de leur connaissance et de leur jugement.

À cet égard, je citerais Casamayor, juriste français connu pour ses réflexions sur la justice et la police :

[279]

"Les policiers ont confusément conscience du côté arbitraire de leur métier. Ils jettent les notes de musique sur le papier, mais ce n'est pas eux qui tracent les signes de la portée, ils ne choisissent pas la clé, ils sont toujours les exécutants de l'œuvre." (Casamayor, 1973 : 28)

BIBLIOGRAPHIE

BOUCHARD, Serge (mai 1989) : "Risques, dangers et cultures dans le monde du travail” (communication présentée dans le cadre du Premier Colloque "Santé sécurité et facteurs culturels dans les milieux de travail”), Montréal.

CASAMAYOR (1973) : *La Police*, Paris, Gallimard.

HELLY Denise (1987) : [*Les Chinois à Montréal 1877-1951*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/helly_denise/chinois_a_montreal/chinois_a_montreal.html), Institut québécois de recherche sur la culture.

SIMONIS, Yvan : "Le militaire est aussi un citoyen, le citoyen est-il aussi un militaire" (conférence présentée le 20 novembre 1987 au Musée de la civilisation à Québec, dans le cadre de la journée "Militarisme et Culture").

[280]

1. Je fais ici référence à la définition qu'en donne Serge Bouchard, à savoir: que la compétence culturelle n'est pas relative à l'expertise, à la qualification ou à la compétence technique mais plutôt à un savoir et à des savoir-faire qui sont collectifs dans le sens de transmis et partagés à l'intérieur d'une sous-culture professionnelle et qui s'appuient sur l'expérience et la pratique. [↑](#footnote-ref-1)